

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 Nîmes

Nîmes, le 26/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SUEZ RV Méditerranée

54, Rue Antoine Becquerel
11100 Narbonne

Références : 2025-09-
Code AIOT : 0006603985

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/09/2025 dans l'établissement SUEZ RV Méditerranée implanté Lieu- dit Pique Peyre 630 route de Mazac 30340 Salindres. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée de manière inopinée pour contrôler la réalisation effective des actions correctrices prescrites à la société SUEZ RV Méditerranée suite aux constats non conformes établis lors de la visite de l'Inspection du 19 février 2025, dans le cadre de signalements de nuisances olfactives sur le secteur de la zone industrielle implantée au sud de l'agglomération de Salindres.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV Méditerranée
- Lieu- dit Pique Peyre 630 route de Mazac 30340 Salindres
- Code AIOT : 0006603985
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Suez R&V Méditerranée, dont le siège social et la direction générale sont situés : 16, rue Antoine Becquerel - 11782 NARBONNE CEDEX- est autorisée, par l'arrêté préfectoral n°2009-40 du 23 novembre 2009, à exploiter l'unité de traitement mécano-biologique de déchets ménagers et assimilés dénommée « NEOVAL », située aux lieux-dits "Le Barthas" et "Pique Peyre", sur la commune de Salindres, et mise en service fin 2012.

Les installations sont implantées dans une zone industrielle, à environ 1 km à l'ouest du centre-ville de Salindres. Les habitations les plus proches sont situées à environ 200 m au sud-ouest du site, au lieu-dit « le Valat d'Arias ». Les principaux autres sites industriels potentiellement émetteurs d'odeurs implantés à proximité du site, sont localisés entre NEOVAL et la ville de Salindres : il s'agit du centre de compostage de boues de stations d'épuration exploité par VEOLIA, de l'industrie de fabrication d'engrais BIOS, de la centrale à béton Lafarge et de la plate-forme chimique avec AXENS et RHODIA.

L'établissement est constitué principalement d'un bâtiment fermé de 10 959 m² comprenant :

- une aire de réception et stockage,
- un hall de tri et affinage,
- 7 tunnels de fermentation,
- 11 tunnels de maturation,
- des installations de traitement des effluents gazeux (laveurs et biofiltres),
- une zone d'isolement des bennes,
- des bureaux et locaux sociaux.

Les installations extérieures sont composées de :

- 2 ponts-bascules,
- un portique de détection de radio-activité,
- un local technique de sprinklage et 2 réservoirs d'eau,
- un bassin de rétention des eaux de toiture (B1),
- un bassin de rétention des eaux de voirie,
- un bassin de rétention des eaux d'extinction d'incendie,
- des voies de circulation et parcs de stationnement,
- des espaces verts.

Les activités exercées dans l'établissement comprennent :

- le tri des déchets par procédés mécanique, magnétique, densimétrique, optique et manuel, en vue d'une valorisation matière ou énergétique ;
- le compostage de la fraction organique par fermentation, maturation et affinage ;
- le stockage du compost.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Odeur

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Prévention des nuisances et des risques	Arrêté Préfectoral du 23/11/2009, article 2.1.3.	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet
2	Contrôles dans l'environnement - suivi	Arrêté Préfectoral du 23/11/2009, article 4.5.2.2.	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection et la transmission de justificatifs ont conduit l'Inspection à constater que l'exploitant a réalisé les actions correctrices permettant la mise en conformité des points non conformes relevés lors de l'inspection du 19 février 2025, à savoir la réparation de la gaine d'extraction d'air cassée et le remplacement des portes n°3 et 5 détériorées, ainsi que les mesures dans l'environnement définies à l'article 4.5.2.1. de l'arrêté préfectoral du 23/11/2009.

Un nouvel incident récent relatif à une 3ème porte a également été constaté lors de cette visite, néanmoins l'exploitant avait d'ores et déjà entrepris les démarches pour son remplacement, prévu pour début décembre 2025.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention des nuisances et des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2009, article 2.1.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 19/02/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 20/05/2025
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires lors de la conception, la construction et l'exploitation de l'installation pour limiter les nuisances, notamment olfactives, et les risques de pollutions accidentelles de l'air, de l'eau ou des sols.</p>
Constats : <p>Par courriel du 01/08/2025, l'exploitant a transmis des justificatifs de la réparation de la gaine</p>

<p>d'extraction d'air et du changement des portes n°3 et n°5 détériorées, ce qui a été constaté effectivement lors de la visite du site.</p> <p>Toutefois, il a été également constaté que la porte n°2 du bâtiment de réception des déchets est légèrement déformée vers le bas suite à un choc, ce qui maintient une petite ouverture en position fermée.</p> <p>Néanmoins, l'exploitant a justifié avoir passé commande, la semaine précédente, d'une nouvelle porte dont la pose est prévue début décembre 2025 (semaine 49 ou 50 à confirmer), en présentant l'accusé réception de la confirmation de cette commande daté du 9 septembre 2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Transmettre un justificatif du changement effectif de la porte détériorée dès réception.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Contrôles dans l'environnement - suivi

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2009, article 4.5.2.2.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 19/02/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 20/05/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les contrôles définis à l'article 4.5.2.1. sont réalisés à une fréquence annuelle en même temps que les contrôles à l'émission.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 01/08/2025, l'exploitant a transmis à l'Inspection les résultats des mesures des paramètres physico-chimiques NH₃, H₂S et mercaptans dans l'air ambiant définis à l'article 4.5.2.1. de l'arrêté préfectoral du 23/11/2009, qui ont été réalisées en date du 24/04/2025 par son prestataire conjointement à sa 1ère campagne semestrielle 2025 de mesures olfactométriques. Ces résultats sont conformes.</p> <p>De nouvelles mesures des émissions dans l'air ambiant sont prévues le 18/09/2025 (période estivale).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra les résultats obtenus dès réception.</p>

Type de suites proposées : Sans suite